

La colonisation a déjà été combattue avant 1945 (à cause de la réalité de l'oppression, de la première guerre mondiale, de l'idéologie communiste, de l'occidentalisation des élites indigènes). Toutefois, le processus de décolonisation s'accélère après 1945.

## A/ L'ACCÉLÉRATION DU PROCESSUS DE DÉCOLONISATION APRES 1945

1 ►

**La Seconde guerre réactive les mouvements indigènes** : Dans les régions occupées, Allemands et Japonais libèrent les nationalistes indigènes emprisonnés et se livrent à une intense propagande contre les puissances coloniales "déchues". Certains nationalistes luttent ou appellent à lutter contre les puissances de l'Axe (Bourguiba en 1943 ; Hô Chi Minh qui fonde le Vietminh en 1941 ; le sultan du Maroc encourage le regroupement des nationalistes dans l'Istiqlal) ce qui donne, au lendemain du conflit, de la force à leur cause et légitime leur mouvement.

**La Seconde guerre affaiblit les métropoles** sur les plans économique (dette énorme) et militaire. Il devient difficile de maintenir une domination coûteuse sur des terres lointaines. La perte de prestige pour la France, la Belgique et les Pays-Bas est réelle (vaincus pas Hitler).

**La Seconde guerre légitime les revendications indigènes et suscite des espoirs** : Les colonies ont encore une fois été mobilisés dans le conflit (2 M d'indiens, 60 000 soldats d'AOF). Le conflit s'est fait au nom de valeurs claires (lutte contre le racisme nazi, droit à la liberté des peuples de « choisir leur forme de gouvernement » affirmée dans la Charte de l'Atlantique d'août 1941). Des promesses ont été faites aux indigènes : de Gaulle, dans le discours de Brazzaville (1944) promet d'associer les peuples dépendants à la gestion des affaires publiques dans leur pays.

2 ►

**L'anticolonialisme des 2 Grands**. L'URSS dénonce toute forme d'impérialisme colonial (dans la logique marxiste un parallèle est établi entre travailleurs exploités par les bourgeois et les indigènes exploités par les nations capitalistes). A Yalta Staline rappelle la nécessité de l'indépendance des colonies, Jdanov est sur la même position en 1947. L'URSS soutient les mouvements nationalistes indigènes (la Chine devenue communiste en 1949 est sur la même position). Les USA et Roosevelt sont attachés au droit des peuples (cf.1776!) mais ils craignent aussi que les colonies émancipées ne rejoignent le camp communiste et que la décolonisation n'affaiblisse leurs alliés européens.

**Le rôle de l'ONU**. La Charte de San Francisco (juin 1945) évoque les « territoires non autonomes » et pose des **principes** en reconnaissant « l'égalité des droits des peuples » et leur « droit à disposer d'eux-mêmes ». Rapidement, un groupe d'Etats hostiles à la colonisation se forme à l'ONU (soutenu par l'URSS) : ses rangs grossissent au fur et à mesure de l'émancipation et l'ONU devient une tribune pour la cause des peuples dominés.

**Des craquements dès 1945**. Des émeutes éclatent à Sétif (Algérie) dès le 8 mai. Hô Chi Minh déclare l'indépendance du Vietnam dès septembre (défaite japonaise). L'Inde s'agite....

3 ►

**La première vague de décolonisation touche l'Asie** entre **1945 et 1955** (env.). Les Britanniques mènent aux Indes une politique d'association et négocient l'indépendance en août 1947. En 1949 les Pays-Bas renoncent (raisons financières) à poursuivre la guerre face au leader indépendantiste Soekarno. Dès 1946 s'ouvre la guerre d'Indochine entre la France et le Vietminh : elle s'achève en 1954 (accords de Paris) par la défaite et le départ des Français, et la partition du Vietnam en 2. En 1955, lors de la Conférence de Bandung (Indonésie) les pays émancipés lancent un appel à la décolonisation et à former un groupe de pays « non alignés » sur les 2 Grands (le Tiers Monde)

**La deuxième vague de décolonisation touche l'Afrique** à partir de 1955 (env.). La GB se retire entre 1957 et 1967, soit avec calme (Ghana – 1957) soit après de multiples violences (Kenya-1963– colonie à fort peuplement blanc). La France accorde par négociation l'indépendance au Maroc et à la Tunisie en 1956. Les colonies françaises d'Afrique noire évoluent pareillement vers l'autonomie avec la « **loi cadre** » **Defferre** (1956) et acquièrent l'indépendance après référendum en **1960** (Mais des accords d'association sont signés avec la France : l'émancipation est incomplète). La France refuse cette voie pour l'Algérie, laquelle obtient son indépendance par la lutte armée (1954-1962). En 1975, l'Angola et le Mozambique deviennent libres à l'issue d'une guerre contre le Portugal (mais l'agitation persiste dans ces régions, théâtre de lutte indirecte entre les 2 Grands).

## **B/ LA DÉCOLONISATION DE L'ALGÉRIE : UNE GUERRE QUI ÉBRANLE LA MÉTROPOLE (1954-1962)**

### **1/ LES ORIGINES DU PROBLEME : UNE COLONIE « PAS COMME LES AUTRES »**

- **Conquête en 1830, l'Algérie est la seule colonie de peuplement française.** Elle est perçue par Paris comme un « prolongement de la France » (Dirigée par un gouverneur général - divisée en 3 départements). Un million d'Européens y vivent : ces « **pièds noirs** » (ouvriers et classes moyennes peu aisées), là depuis des générations, sont attachés à l'Algérie et hostiles à toute réforme visant l'égalité sociale ou politique. Les 9 millions d'Algériens, privés de réels droits politiques (échec de 1937), sont souvent pauvres (paysans peu alphabétisés et manquant de terres, du fait des « confiscations » par les colons).
- **L'idée d'indépendance progresse en 1945, la France répond par la répression.** Plusieurs mouvements nationalistes algériens coexistent: le **Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD - révolutionnaire)** de MESSALI HADJ & **UDMA** modérée de FERHAT ABBAS. Mais le 8 mai 1945 des manifestations nationalistes ont lieu à SETIF et sont réprimées dans un bain de sang ; les mouvements nationalistes sont provisoirement décapités, passent dans la clandestinité et se radicalisent. Sétif nourrit le nationalisme algérien. Le « Statut de l'Algérie » (1947 & une « Assemblée algérienne ») ne règle rien.

### **2/ 1954-1958 : LA GUERRE D'ALGÉRIE DESTABILISE LA IV<sup>ème</sup> RÉPUBLIQUE**

- **La guerre d'Algérie s'ouvre en nov. 1954 avec la Toussaint Rouge** (vague d'attentats contre des objectifs militaires) organisée par un nouveau parti, le Front de Libération Nationale (**FLN**), partisan de l'usage de la force (Krim BELKACEM, BEN BELLA). La répression ne règle rien et le fossé se creuse entre les communautés (en 1955 le FLN massacre des Européens dans le Constantinois ; les Européens répondent par des « ratonnades »). La guerre s'étend. La cause algérienne trouve un soutien international (Tunisie, Maroc, Egypte de Nasser, Tiers Monde) : aide matérielle et protestations officielles à la tribune de l'ONU.
- **Après la perte de l'Indochine, l'indépendance de l'Algérie est inconcevable pour les gouvernements.** Ces derniers estiment que « l'Algérie c'est la France » et souhaitent « mater » la « minorité » de « terroristes ». L'état d'urgence est proclamé en avril 1955, et dès l'automne les appelés du **contingent** (service militaire) vont en Algérie. En 1956, ce conflit indignant une partie de l'opinion (*L'Express* de Servan-Schreiber et Mauriac), le président du Conseil **Guy Mollet** souhaite négocier mais se heurte aux exigences du FLN (réclame l'indépendance) et au refus catégorique des colons (« Ultras » de « l'Algérie française »). Chahuté à Alger en février (journée des Tomates), Guy Mollet **accentue finalement l'effort militaire** en envoyant 400 000 soldats.
- **Une guerre impitoyable qui place la IV<sup>ème</sup> République dans l'impasse.** En Algérie les **fellaghas** (combattants) de l'Armée de Libération Nationale (ALN, bras armé du FLN) se cachent dans les montagnes, mènent une guérilla contre l'armée, s'en prennent aux **Harkis** (musulmans fidèles à la France – Melouza 1957) et multiplient les attentats en ville contre les civils. Pour vaincre le FLN, l'armée française cherche à détruire ses soutiens dans la population et multiplie les exactions (déplacement des villages ; usage du napalm ; usage courant de la torture, par exemple lors de la « bataille d'Alger » menée par Massu début 1957). L'Armée et les « Ultras » mènent sur place une action de plus en plus autonome, mettant les ministres devant le fait accompli (détournement de

l'avion marocain transportant Ben Bella en 1956 ; Bombardement du village tunisien de Sakhiet Sidi Youssef -février 1958). Les gouvernements se succèdent, contrôlant de moins en moins la situation. L'opinion publique française découvre cette violence dénoncée par les intellectuels et une partie de la presse (1958 *La Question* – ouvrage du communiste Henri Alleg). Une crise morale et politique éclate en France entre opposants et partisans de l'Algérie française.

### **3/ 1958-1962 : LA SOLUTION GAULLISTE, DANS LA DOULEUR...**

➤ **L'enlèvement provoque une crise et le recours à de Gaulle (1958).** Alger se soulève le 13 mai avec la participation des militaires craignant l'ouverture de négociations. Un « Comité de Salut public » présidé par MASSU défie Paris et exige « l'Algérie française ». La guerre civile menace : des militaires révoltés venus d'Algérie occupent la Corse et envisagent d'intervenir contre Paris. Gaulle devient un recours : les rebelles d'Alger le voient en « sauveur de l'Algérie française », les politiques français en garant de la démocratie. Il est appelé par le président René Coty pour diriger le gouvernement. Il est investi le **1<sup>er</sup> juin 1958** par l'Assemblée (pleins pouvoirs). C'est la fin de la IV<sup>ème</sup> République.

➤ **L'évolution de la position gaulliste.** De Gaulle hésite et semble pencher d'abord pour l'option « Algérie française » (Juin 1958 à Alger il lance le fameux « *Je vous ai compris* » aux pieds noirs, et propose ensuite aux « rebelles » la « *paix des braves* ») et intensifie la lutte militaire assortie d'une aide au développement (Plan Constantine). Puis il évolue : en 1959 il promet **l'autodétermination**, puis ouvre des **négociations** avec le FLN.

➤ **La résistance des « ultras » qui s'estiment trahis (60-62).** Janvier 1960, une révolte de civils éclate à Alger (« Semaine des Barricades ») contre la politique d'autodétermination. Mais de Gaulle est soutenu par l'opinion et le référendum de janvier 1961 sur le principe de l'autodétermination recueille 76% de oui et inquiète les ultras qui fondent l'**OAS** (Organisation de l'Armée Secrète – mouvement terroriste regroupant des pieds noirs et des militaires). En avril 1961 des généraux tentent un putsch à partir d'Alger (le « Putsch des généraux » : Challe-Salan-Jouhaux-Zeller). Cette tentative échoue du fait de l'utilisation de l'article 16 et de la fidélité des appelés. En 61-62 l'**OAS** multiplie partout les attentats. Mais de Gaulle s'appuie sur une opinion de + en + hostile à la guerre (Mouvements étudiants et syndicats ; Intellectuels avec le manifeste des 121).

➤ **Le 18 mars 1962 la signature des Accords d'Evian met fin à la guerre et ouvre la voie à l'indépendance de l'Algérie.** Les combats s'arrêtent et l'on organise des référendums. En avril 1962 les Français approuvent à 90% les accords d'Evian ; au mois de juillet 1962 les Algériens se prononcent à 99,7% pour le « oui » à l'indépendance, proclamée officiellement le 5 juillet. Dans un contexte de violence, 1 million de pieds-noirs et de nombreux harkis sont « rapatriés » en métropole. Ces huit ans de guerre ont fait près de 30 000 morts parmi les militaires français et environ 5000 chez les colons. On dénombre 300-500 000 morts du côté algérien (1 million selon les Algériens). A ces victimes il faut ajouter les milliers de harkis (Algériens proches de la France) abandonnés par la métropole et massacrés en masse (30-90 000).